

Article 31 du Règlement

Quel est son prochain projet? Je me demande si la semaine prochaine, le ministre d'État (Conseil du Trésor) ou leader parlementaire adjoint interviendra et nous précisera que les conservateurs ont décidé de supprimer la période des questions sous prétexte qu'ils ne l'appréciaient pas, que les questions sont trop difficiles et font ressortir leur stupidité. Vraisemblablement c'est là la prochaine motion dont nous serons saisis. Le gouvernement va ensuite se demander pourquoi la Chambre devrait siéger toute l'année. Il affirmera qu'il suffit de venir quelques jours par année pour régler certaines questions. Qu'en est-il de la liberté d'expression des députés au cours du débat? Les conservateurs affirmeront qu'il faut également supprimer tout débat. Le gouvernement en a vraisemblablement le droit.

En un siècle, c'est la première fois que le gouvernement décide d'invoquer ce type de changements dans la conduite des travaux de la Chambre, de mettre de côté le Règlement et d'en suspendre l'application, afin de pouvoir poursuivre son propre programme politique sectaire. Ainsi, si ce programme prévoit qu'il faut supprimer la période des questions, vraisemblablement c'est ce qui va se passer. S'il y a déjà eu un exemple de la tyrannie de la majorité à l'endroit de la minorité, c'est bien celui-ci.

Selon moi, notre premier ministre (M. Mulroney) ne comprend pas ce qu'est la démocratie parlementaire. Il se fiche de savoir comment le Parlement canadien doit fonctionner. L'opposition officielle a un rôle à jouer. Nous reconnaissons que le gouvernement a été élu avec la majorité voulue pour gouverner. Cependant, des dizaines de députés de l'opposition ont été élus, afin de former une opposition réfléchie et efficace. C'est ce que nous tentons de faire, mais on nous l'interdit. On nous empêche de suivre les règles habituelles.

Nous sommes déçus de constater que des experts ne pourront venir témoigner et nous expliquer les effets de cette mesure habilitante sur certaines mesures législatives essentielles. Nous craignons que le gouvernement nous force dorénavant à adopter des projets de loi à l'usure. Pour une raison mystérieuse, le gouvernement décide que, s'il peut nous garder dans cette enceinte toute la journée et une partie de la nuit, jour après jour, il va pouvoir faire adopter de force ce projet de loi.

Une Voix: Pauvre vous.

M. Riis: Je suis disposé à siéger dans cette enceinte au cours des six prochaines années, afin de discuter de cette question. Cependant, je ne peux croire que nos vis-à-vis, sans les nommer, croient vraiment dans leur for intérieur que c'est là la façon de conduire les travaux de la Chambre. Je doute qu'ils jugent vraiment que c'est là une pratique tout à fait normale. Si nos vis-à-vis croient dans l'institution du Parlement, ils ne peuvent alors s'imaginer que c'est là un mécanisme auquel le gouvernement peut avoir recours sans problème. Je voudrais demander aux ministériels ceci: S'ils attachent vraiment de l'importance à ce débat, pourquoi n'a-t-on pas discuté de cette question aujourd'hui, à 11 heures.

Je mets au défi nos vis-à-vis d'intervenir à 15 heures et de nous expliquer les répercussions de ce projet de loi sur la Loi sur les banques, la Loi sur les sociétés de fiducie...

Le Président suppléant (M. Paproski): Avant de quitter le fauteuil, je voudrais signaler qu'il restera au député sept minutes au titre du débat, plus une période de dix minutes pour des questions et des observations.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA BANQUE MONDIALE

LA NÉCESSITÉ DE MENER DES ÉTUDES D'INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

L'hon. Chas L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, en septembre dernier, le ministre des Finances (M. Wilson), parlant à Berlin, à une réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, a exprimé l'attachement du Canada au principe du développement durable et a promis d'oeuvrer en faveur d'une modification de la politique de la Banque mondiale qui permettrait de mener des études d'incidences environnementales avant l'approbation de tout projet.